

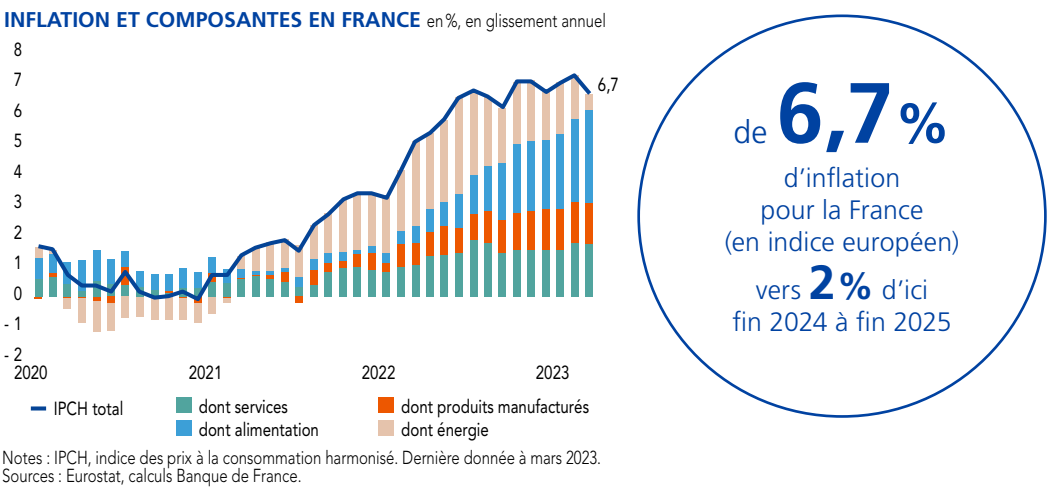
LETTRE AU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE - 2023

ENJEUX & POINTS-CLÉS

INFLATION

L'inflation importée, due à la reprise post-Covid et à la guerre en Ukraine, a d'abord concerné les prix de l'énergie et ceux de l'alimentation. L'inflation est depuis devenue plus interne et s'est élargie à l'ensemble des biens et services : hors énergie et alimentation, cette hausse des prix « sous-jacente » atteint + 4,5 %.

L'inflation totale a depuis ralenti, par la composante énergie, de 10,6 % fin octobre à 6,9 % aujourd'hui pour la zone euro ; et **à 6,7 % pour la France**.



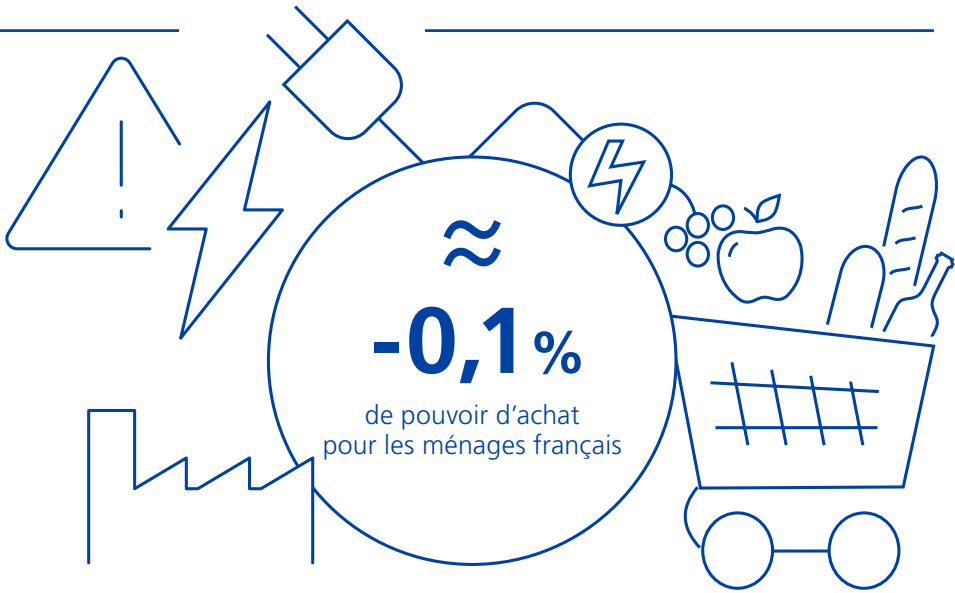
MESURES BUDGÉTAIRES ET POUVOIR D'ACHAT

Les boucliers tarifaires mis en place depuis 2021 ont pu être efficaces pour amortir temporairement le choc énergétique, mais ils ne peuvent le faire disparaître.

Il est essentiel de sortir du « quoi qu'il en coûte » : les mesures budgétaires pourraient à moyen terme entretenir l'inflation, dans un contexte de décrue des prix de l'énergie.

Pouvoir d'achat des ménages français **préservé en moyenne** en 2022 : **-0,1 % en 2022**.

Il devrait rester stable également en 2023.

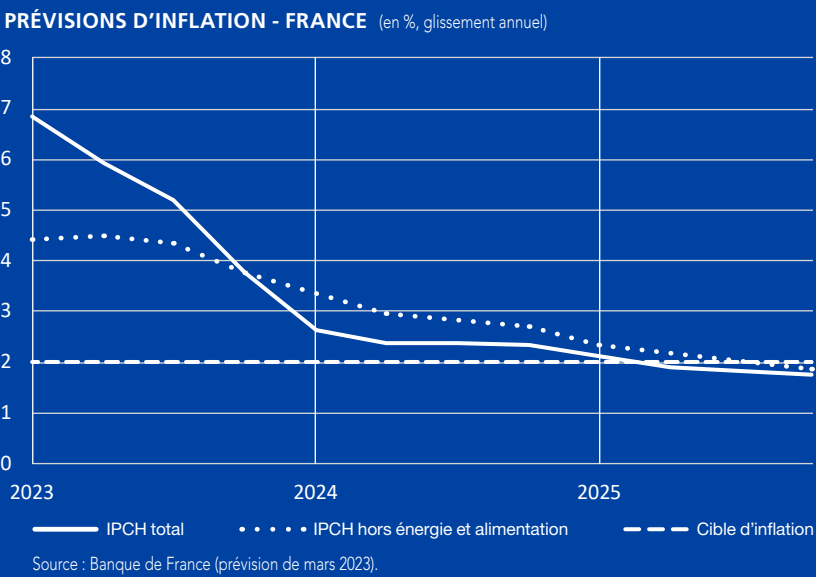


POLITIQUE MONÉTAIRE

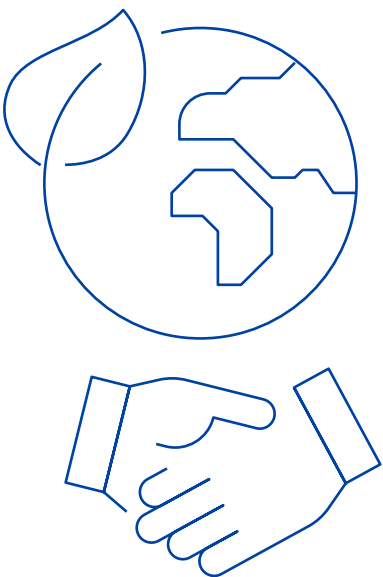
L'Eurosystème a agi vite et fort ces derniers mois. Les hausses de taux d'intérêt sont particulièrement pertinentes pour maîtriser l'inflation sous-jacente, qui présente un risque de persistance.

Aujourd'hui, le crédit est logiquement moins accommodant, mais l'accès y reste plus large en France qu'ailleurs en Europe.

Taux directeurs de la BCE : -0,5 % en juin 2022
3 % en avril 2023



QUATRE TRANSFORMATIONS À RÉUSSIR



Quatre transformations pour muscler notre économie : si nous augmentons l'offre productive, celle-ci répondra mieux à la demande, avec donc une meilleure maîtrise de l'inflation et plus de croissance.

Les transformations énergétique/ climatique et numérique sont un enjeu européen, et deux transformations impliquent plus particulièrement la France. Nous devons réussir **une transformation publique** qui améliore l'efficacité des dépenses et privilégie celles d'avenir.

Et surtout mener en France, dans un dialogue social relégitimé, **une transformation du travail**, qui doit être collectivement plus abondant, et individuellement plus qualifié et plus attractif.

52 % des entreprises continuent de rencontrer des difficultés de recrutement, et 350 000 emplois sont non pourvus.

En face, nous comptons 2,2 millions de chômeurs dont 600 000 jeunes.

Pour sortir par le haut de l'ensemble de ces défis, une bataille-clé : celle **des compétences**.